

L'ÉDITO

par Philippe MARTIN

Une victoire à la Tsipras

Un jour, en Grèce, les générations futures ne parleront plus d'une « victoire à la Pyrrhus » mais d'une « victoire à la Tsipras ». C'est dire si les conséquences de l'accord conclu avec les Européens auront un prix élevé. Très élevé.

Fatigué, le visage blême après une nuit complète de négociations, le Premier ministre grec n'a pas voulu, hier matin, montrer ses inquiétudes aux télévisions de son pays. Pour lui, l'accord conclu aux forceps avec Merkel, Hollande et Tusk est un bon texte puisqu'il permet à la Grèce de se maintenir dans la zone euro, d'éviter l'effondrement financier de son économie et de maintenir la tête des banques hors de l'eau. C'était ça ou la faillite, l'errance pendant des années sur une mer incertaine avec un radeau prenant l'eau de toutes parts...

Mais ce qu'il n'a pas dit, Alexis Tsipras, c'est que cet accord avec les poids lourds de la finance européenne, il l'a signé à genoux, avec un pistolet pointé sur la tempe, comme l'ont dénoncé de nombreux observateurs qui contestent le « coup d'État » dont Athènes vient d'être victime. Et la partie de poker tentée par

le Premier ministre grec en organisant un référendum, huit jours plus tôt, n'a fait que fragiliser sa position : la situation financière de son pays n'a pas cessé de se détériorer entre-temps et la confiance des négociateurs a été réduite à néant. Ce sont donc des dirigeants européens impitoyables, sans la moindre compassion, qui ont imposé un programme de réformes extrêmement contraignantes, à marche forcée, en échange d'un troisième plan d'aide qui devrait s'élever à quelque 85 milliards d'euros.

Faut-il en conclure que le traitement sera plus rude encore que la maladie ? Il ne pourra en tout cas porter ses fruits que si la Grèce joue le jeu pleinement - ce qu'elle n'a jamais fait dans le passé - et si la relance de son activité permet d'inverser, graduellement, les données macroéconomiques du pays. Ce qui n'est pas du tout acquis. En revanche, ce qui est certain, c'est qu'Alexis Tsipras qui a été élu sur un programme anti-austérité sera le chef de gouvernement qui imposera, sans nul doute, les plus lourds sacrifices à sa population.